



9, quai du Commerce, 1000 Bruxelles



11, Vlasfabriekstraat, 1060 Brussel

Bruxelles, le 8 novembre 2010

Madame, Monsieur

CONCERNE : L'accord de Cotonou et le rôle du Parlement Fédéral

Madame, Monsieur,

La Belgique participe significativement au financement du Fonds Européen de Développement (FED) et à la négociation d'Accords de Partenariat Economique (APE) dans le cadre de l'Accord de Cotonou qui unit l'Union européenne et 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Cet Accord, le plus grand existant au monde, sera confronté dans les mois qui viennent à de multiples défis. Comme organisations de la société civile belge travaillant activement avec un réseau de partenaires ACP, nous tenons beaucoup au respect du partenariat, à la participation de la société civile ainsi qu'à la promotion du développement durable inscrits dans l'Accord. Nous souhaitons que les positions que le gouvernement belge assumera dans les débats à venir répondent à ces attentes et nous estimons qu'il est important que le Parlement exerce pleinement son rôle de contrôle démocratique, notamment dans les domaines suivants :

L'avenir des négociations des Accords de Partenariat Economique - APE : ces derniers devaient être des instruments pour le développement durable des pays ACP. Pourtant, de grandes divergences persistent sur leur contenu et les négociations se trouvent dans l'impasse depuis quelques années déjà. Les nouveaux commissaires européens pour le commerce et pour le développement, Messieurs De Gucht et Piebalgs, ont lancé une réflexion sur l'avenir des négociations. Nous pensons qu'il est important que le Parlement soit informé de cette discussion et nous nous proposons de vous apporter nos évaluations et propositions à cet égard. La présentation attendue au Parlement de l'APE avec les Caraïbes, signé en 2007, serait aussi une occasion pour un débat en profondeur sur l'avenir des APE.

L'avenir du Fonds européen de Développement - FED : une enveloppe financière de près de 23 milliards d'€ est prévue jusqu'en 2013. Mais au-delà, le financement du FED reste une question ouverte. Le débat qui s'ouvrira l'année prochaine sur les nouvelles perspectives financières de l'UE comportera certainement le thème d'une intégration du FED au budget européen alors qu'aujourd'hui c'est une ligne budgétaire spécifique directement alimentée par certains Etats membres. Les positions que défendra la Belgique en cette occasion mériteront

certainement un large débat démocratique tant les enjeux sont importants. Les montants destinés aux pays ACP seront-ils dilués dans une enveloppe globale, risquant de priver ces derniers de divers soutiens ou bénéficieront-ils de fonds garantis ?

Le groupe Cotonou Belgique et son réseau de partenaires ACP vous invitent à débattre avec lui de ces questions et d'autres. Nous reprendrons contact avec vous afin de fixer les modalités d'organisation d'une rencontre ce sujet.

D'avance, nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à cette proposition.

Et nous vous prions de croire en l'assurance de nos sentiments les meilleurs



Gérard Karlshausen, CNCD-11 11 11

Pour les membres du groupe de travail sur Cotonou :

- Centre National de Coopération au Développement (CNCD/11 11 11)
- Entraide et Fraternité
- FERAD
- Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA)
- Oxfam-Solidarité
- Solidarité Socialiste
- SOS Faim
- 11 11 11 Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging

Les organisations suivantes se joignent aux signataires :

- Autre Terre
- ACDA Action et coopération pour le Développement dans les Andes (Pérou)
- CADTM/Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde
- CETRI, Centre Tricontinental
- CIRE
- FIAN Belgium
- Fonds André Ryckmans
- Forum Nord Sud
- Le Monde selon les Femmes
- Quinoa Asbl

Pour tout contact : gerard.karlshausen@cncd.be